

CE QUE CACHE le débat sur la mémoire noire en France

Abdoulaye Barro

Abdoulaye Barro est né au Burkina Faso en 1964. Docteur en philosophie de l'Université Paris I Sorbonne, diplômé de l'Académie Diplomatique Internationale de Paris, ancien directeur de publication de la revue *Aleph, Beth*.

Depuis trois ans, en France, la « question noire », le « problème noir » sont devenus l'objet d'un large débat. Des réunions, des cercles de discussion, des conférences, des colloques et plusieurs organisations ont même vu le jour.

Pourquoi les Noirs de France ont-ils aujourd'hui tous les honneurs de l'actualité française ? Qu'est-ce qui a subitement changé dans leur condition pour qu'ils méritent autant d'attention et de publicité ? Et que veulent les Noirs de France eux-mêmes ?

On ne peut répondre à toutes ces questions sans faire le constat suivant : l'extrême sociologisation de la condition noire a fait passer au second plan sa dimension existentielle. Sous la question « comment les Noirs vivent-ils en France ? », une question plus importante se pose : « quel est leur sentiment existentiel ? » Seule une réflexion critique sur ce sentiment qui englobe pratiquement tous les domaines de la vie des Noirs en France permet de mettre en perspective le débat actuel sur la reconnaissance, voire la réhabilitation de leur mémoire.

En vérité, la République est à l'épreuve de l'identité noire dans toute son hétérogénéité. Le Noir ne peut renoncer à son identité propre, faite de racisme, de

déportation et de colonisation. Or, le système de relations sociales et politiques né de 1789 sur lequel vit toujours ce pays a tout fait pour bannir la question d'identité, qu'elle soit ancestrale, réelle ou fantasmatique. La République entre en contact avec l'identité noire sur fond d'une incompréhension de principe. Comme l'a si bien vu Shmuel Trigano, ce pays n'a pu se constituer comme État que dans « une entreprise de fusion qui éradiquait identités, langues et instances régionales ou collectives » .

La place de la mémoire noire dans le récit national est source de divisions et de débats acharnés dans la société française. Et, loin de recréer la cohésion sociale autour d'idéaux communs à défendre, ces débats n'ont fait qu'accentuer les fractures, la dislocation du tissu social et la désagrégation de l'État républicain. Comme si ce pays n'avait rien appris, et rien compris de son histoire.

Africains et Antillo-Guyanais taisent leurs divergences et font cause commune pour la reconnaissance et l'inscription officielles de leur mémoire dans la mémoire nationale. Car, la mémoire ne se divise pas. Désormais, les Noirs expriment leurs souffrances et souhaitent que leur passé ne tombe plus dans l'oubli et qu'il soit pris en compte dans tous les grands processus décisionnels.

Mais ce débat a aussi vu la montée sur la scène publique de groupuscules excentriques, voire extrémistes au sein de la communauté noire. Certes, ils sont minoritaires mais bénéficient d'une forte médiatisation. Le débat sur la mémoire a pris, avec l'entrée fracassante de ces groupuscules néo-identitaires, une forte tournure idéologique, théologique, et politique. À tel point qu'actuellement, trois courants se livrent une bataille sans merci pour l'affirmation d'un leadership dans la communauté noire : les nihilistes, les activistes, les politiques.

Au fond, le débat sur la mémoire noire est piégé. Le reconnaître ne veut pas dire s'en réjouir. La France connaît-elle le développement d'une vision ethnocentrique de la mémoire et de l'histoire ? Comment réconcilier les mémoires particulières pour mieux vivre ensemble dans ce pays ?

Exigence de reconnaissance, exigence de vérité

On a coutume de dire que la politique n'est pas procédure de vérité mais de légitimité. Le déni de mémoire dont les Noirs de France ont été longtemps victimes, est le produit, le résultat d'un mensonge politique bien construit. Celui-ci trouve ses sources dans l'amnésie française : « Tu ne rappelleras pas les malheurs. Ou les maux des événements passés ! » Selon Aristote, l'amnésie ou anamnèse permet d'« user politiquement du malheur pour initier le consensus ». L'histoire républicaine n'a pas pris, malheureusement une telle direction. La fin de l'étatisation de la mémoire et de l'histoire des Noirs en France a mis en évidence l'idée selon laquelle la République s'est bâtie sur « un mépris

absolu et total de la vérité ² ». L'homme républicain n'a fait que baigner depuis des siècles dans le mensonge sur la mémoire noire.

Ce pays a donc menti à lui-même, menti aux Noirs, menti au monde. Comme si toute vérité n'était pas bonne à dire. En quoi la vérité sur l'histoire des Noirs de France est-elle si dangereuse pour qu'on la dissimule aussi longtemps au peuple français ? Ce mensonge républicain a été interprété par les Noirs comme une arme contre leur mémoire, et comme un manque d'estime, de respect à leur égard en tant qu'êtres humains. Toutes les idéologies du complot qui séduisent une importante fraction de la communauté noire se nourrissent aux sources de ce mensonge. De même, le non-dit a structuré la conscience collective française sur les fondements de l'identité noire.

La loi Taubira du 10 mai 2001 qui déclare la Traite et l'esclavage des Noirs « crimes contre l'humanité » signe la fin de ce mensonge politique, et permet à ce pays d'affronter, pour la première fois, son passé esclavagiste et colonial. Oui, la mémoire de l'esclavage est partie intégrante de l'identité nationale française. Désormais, il sera possible de construire une mémoire commune dans un pays où on ne voulait pas voir le réel historique en face. Les Noirs ont besoins de cette exigence, de ce souci de vérité, une exigence psychologique et métaphysique pour se reconstruire, se réconcilier avec eux-mêmes, avant de pouvoir se réconcilier avec la République. Et, satisfaire l'exigence de reconnaissance exprimée par la communauté noire est le préalable à tout projet politique de réconciliation véritable. La réconciliation des mémoires est donc une nécessité éthique. Comme l'a si bien vu l'historien congolais, Elikia Mibokolo, « si la France doit être la France, il faut qu'elle se dise à elle-même la totalité de son histoire ³ ».

Nous l'avons déjà souligné, ce débat sur la mémoire en France révèle la longue quête d'identité des Noirs de France : raciale, théologique, culturelle et politique. Un tour d'horizon des courants actuels qui traversent la communauté noire de France s'avère incontournable ; une identité noire décomplexée occupe désormais la scène française.

Le fondamentalisme nihiliste

Ce courant émerge en France dans les années 90. Il se caractérise principalement par la glorification de la différence noire au détriment de tout souci d'universalité ; mieux, il rejette radicalement l'Universel occidental, source de tous les maux liés à l'existence noire. Pour ce courant, la raison philosophique athénienne, les monothéismes juif, chrétien et musulman se sont fondés à partir du principe de l'exclusion de l'humanité des Noirs. Par conséquent, il faut être noir pour parler des Noirs et de l'Afrique. La Traite, l'esclavage des Noirs, la colonisation, l'apartheid sud-africain, toutes ces figures historiques du mal-

heur noir trouvent leur justification dans l'avènement du monothéisme, interprété comme un anti-humanisme, voire une mystification.

Parmi tous les peuples de la terre, affirment les théoriciens ce de courant, les peuples noirs sont les victimes d'« une tentative d'escroquerie théologique »⁴. Au cœur du ressentiment de ce courant, la négation par l'égyptologie occidentale de la continuité historique entre l'Égypte ancienne et l'Afrique noire telle qu'établie scientifiquement par le savant sénégalais Cheikh Anta Diop⁵. De surcroît, Judaïsme, Christianisme et Islam sont contraires à la Religion Africaine. Dans la version théologique africaine de la genèse de l'Univers, « en tant que Force Vitale, Dieu est la fusion harmonique de deux principes opposés mais complémentaires : le principe mâle et le principe femelle... Il est l'Être suprême à la Parfaite Androgynie⁶ ». Les principes fondamentaux de la Religion et de la Civilisation africaine sont : croyance en la Force Vitale, croyance en la Réincarnation, à l'Eternité de la Vie, croyance en l'existence de deux mondes (le monde visible et le monde invisible), pratique du culte des Ancêtres.

Depuis l'Égypte ancienne, l'Afrique et les Noirs pratiqueraient le monothéisme. Le Dieu Africain se distingue complètement du Dieu Ternaïre : « tandis que le Dieu Africain a créé toute la création à son image, le Dieu Ternaïre, lui, a façonné l'être humain seulement à sa ressemblance⁷ ». L'attaque théologique la plus violente est destinée au judaïsme, accusé d'être à l'origine de la fameuse malédiction divine chamitique. Le discours identitaire de ce courant s'appuie sur la supériorité raciale noire, par une sorte de subversion du livre de la Genèse, chapitre 9 versets 20-27 : « ... Maudit soit Canaan ! Qu'il soit l'esclave des esclaves de ses frères..., soit béni l'Éternel, Dieu de Sem ; et que Canaan soit leur esclave ! Que Dieu grandisse Japhet ! Qu'il le bénisse dans les tentes de Sem ; et que Canaan soit leur esclave. »

Pour ce courant, les sens symbolique et réel de ces paroles de l'Éternel, convergent tous vers une affirmation théologique majeure et sans ambiguïté : Cham, l'ancêtre des populations noires actuelles est maudit. Ainsi, le judaïsme inaugure dès sa naissance, un racisme primaire à l'égard des Noirs, « est à l'origine du premier et plus grand crime commis contre l'humanité, à travers l'esclavage anti-nègre qui a fait deux cents millions de victimes en Afrique⁸ ».

Ce courant affirme et défend « la préexistence de la race noire dont les modifications épidermiques, dûes aux conditions climatiques et géographiques notamment, ont donné naissance aux autres couleurs de la peau⁹ ». En Égypte, disent les idéologues de ce courant, « le peuple hébreu a longtemps vécu en toute liberté, sur cette terre accueillante... Traités comme des êtres humains sur la terre d'Égypte et selon la pure tradition africaine d'hospitalité, les enfants d'Israël ont eu l'occasion d'observer et de se laisser librement séduire par la spiritualité

très avancée de leurs hôtes ¹⁰ ». En d'autres termes, les rédacteurs de la Bible hébraïque n'ont fait que « dénigrer le peuple d'Égypte ancienne ¹¹ » en vue de cacher et d'occulter les emprunts faits par le judaïsme à la religion noire. En définitive, Moïse n'aurait rien inventé puisqu'il fut instruit dans le savoir et la sagesse des Égyptiens. Et, avant la découverte de la spiritualité égyptienne, de la pratique religieuse égyptienne, « le caractère polythéiste de la religion hébraïque est incontestable ¹² » .

Aujourd'hui, ce révisionnisme théologique, ce « coup d'état » théologique a le vent en poupe au sein d'une frange nihiliste de la communauté noire, notamment chez les jeunes en quête de repères identitaires et vecteurs identificateurs positifs.

En 2003, le Parti Kémite qui voyait le jour, avait décidé de se scinder en deux tendances rivales, dont la tribu Kà du sulfureux Kemi Seba. La naissance de ce mouvement fondamentaliste noir et sa dénomination restent foncièrement liés à un désir de réappropriation de l'Égypte ancienne, berceau de l'identité noire.

Une fois de plus, les écrits de Cheikh Anta Diop sont brandis pour asseoir une légitimité communautaire : « Le terme Kem qui désigne l'ancêtre des Égyptiens a été forcément emprunté par les Juifs lors de leur captivité en Égypte ; le contraire est inconcevable. On comprend, ainsi, que, même dans la langue juive, le mot signifie encore noir, chaleur ¹³. » Le Parti Kémite se veut donc le Parti des Noirs, héritiers historique et spirituel de l'Égypte ancienne.

Rappelons ici qu'en 1997, dans *Le Figaro*, un représentant de l'Organisation afro-américaine « Nation of Islam » de Louis Farrakhan déclarait avoir reçu mission de ce dernier de fédérer les Noirs de France. L'impératif historique, disait-il, est « l'imposition de la race noire comme base universelle de l'humanité ¹⁴ » .

Le racisme, ou l'antisémitisme, ce n'est pas que le problème de l'identité blanche mais aussi de l'identité noire. Cette fierté noire revendiquée (on est loin des débats sur la mémoire noire) s'exprime sous le mode névrotique de la haine et du rejet de l'Autre. Pour ce courant fondamentaliste et nihiliste, les Noirs n'ont rien à attendre du Blanc, encore moins de ce pays. Pour preuve, les structures politiques, économiques, médiatiques restent hermétiquement fermées aux Noirs de France. Les Noirs doivent reprendre possession de leur destin, par un travail d'auto-émancipation. Ce courant adopte une fuite en avant qui le perd en initiant une nouvelle religion, une religion de la haine. L'histoire d'Israël n'est pas utilisée comme un modèle exemplaire, contrairement à ce qu'on retrouve dans l'univers mythologique et religieux de la plupart des Noirs d'Afrique et de la Diaspora.

Heureusement, l'identité noire est plurielle. La démarche de ce courant ne reflète en rien une quête de reconnaissance et de respect. Son aboutisse-

ment logique : l'autodestruction. Le droit à la vérité historique, la reconnaissance de la mémoire noire passent par le refus de l'avènement de l'homme totalitaire au sein de la communauté noire. Cette anthropologie totalitaire n'admet pas « l'existence d'une essence humaine, la différence de nature ¹⁵ ». Ce courant veut aveugler, berner et tromper les Noirs en cultivant en eux le sentiment d'une communauté d'un monde d'ennemis menaçant son existence. Être noir, est-ce un projet politique ?

Les activistes para-religieux

Le débat sur la mémoire noire a vite dérapé sur la Shoah, avec les diatribes antisémites de Dieudonné. La souffrance juive et la souffrance noire se voient mises perpétuellement dans un jeu absurde de comparaison et de concurrence. Un courant de délégitimation de la mémoire juive au nom d'une conception activiste de la vérité a vu le jour, avec une organisation à la filiation religieuse non officiellement revendiquée. C'est le COFFAD ¹⁶. Pour ce courant, le critère de la vérité historique n'est pas sa valeur universelle, mais sa conformité aux intérêts matériels et moraux immédiats de la communauté noire. Cependant, ce courant tente et préconise de lier identité noire et citoyenneté. Être noir et français ne sont pas deux possibilités qui s'opposent. Ce courant incite les Noirs de France à s'immiscer dans la vie politique pour élire des personnes susceptibles de les représenter et de défendre leurs intérêts. Mais il ajoute constamment qu'un peuple sans histoire et sans mémoire est un peuple mort. Histoire et mémoire deviennent deux outils efficaces à mettre au sein d'une véritable intégration de la communauté noire.

Pour ce courant, l'enseignement de l'histoire en France a réussi à donner aux Antillais une image négative de l'Afrique, un continent sans culture et sans civilisation. Il jouit d'une forte audience dans la jeunesse antillaise. Contrairement aux Kémites, ce courant ne prône aucune suprématie noire. Mais on y retrouve des admirateurs de Dieudonné, voyant en l'humoriste quelque'un de courageux qui a osé exposer la vérité toute nue sur la souffrance noire. L'antisémitisme devient en quelque sorte utile pour légitimer et affirmer une solidarité noire.

On note dans ce courant une annexion de l'identité noire à la religion musulmane. Les Noirs seraient d'abord et avant tout musulmans. Cette islamisation de l'identité noire aboutit, chez les animateurs de ce courant, à une criminalisation du sionisme, et à une relativisation de la singularité de la Shoah. Par exemple, le COFFAD utilise fréquemment les qualifications d'« Holocauste », de « génocide » pour parler de la Traite et de l'esclavage des Noirs. Certains membres de cette organisation sont représentés au sein du CFCM (Conseil Français du Culte Musulman). Et, on ne les entend jamais évoquer dans leurs

envolées, l'esclavage des Noirs en Mauritanie et le génocide des populations noires du Soudan. Solidarité islamique fait loi.

Enfin, pour ce courant, les nations chrétiennes qui ont participé à la Traite et à l'esclavagisation des Noirs doivent réparer leurs crimes. Ces réparations ¹⁷, à la fois morales et matérielles sont utiles aux Noirs pour leur développement socio-économique et pour leur reconstruction identitaire. Les membres de ce courant étaient fortement représentés à la Conférence de Durban en septembre 2001, trois mois après l'adoption en France de la loi Taubira le 21 mai 2001. Selon le COFFAD, les effets de la Traite négrière s'étalent sur le présent et handicapent l'avenir des Noirs. Et, il ne faut surtout pas confondre ici morale et droit dans cette affaire. Réparer ce crime contre l'humanité, c'est une question de droit et non une question morale, crime « imprescriptible ». Effacer la dette des nations historiquement victimes de la Traite est une exigence juridique.

Ce débat sur les réparations divise les peuples noirs ; des personnalités politiques, intellectuelles, religieuses se sont exprimées sur cette question épineuse. Mme Taubira, par exemple, ne réclame ni excuses, ni repentir, ni réparations, mais elle estime que la République doit mettre en œuvre « les politiques nécessaires pour corriger les conséquences actuelles de la Traite négrière, de l'esclavage et de la colonisation ¹⁸ ». Quant à Aimé Césaire, l'homme qui incarne par son œuvre et sa vie le leadership moral antillais, il refuse toute perspective de réparation. Bien sûr, l'Afrique dit-il, a droit moralement à une réparation. Mais il réfute toute contrepartie financière qui ferait la part belle à l'Occident. Pour le théoricien de la Négritude, il s'agit surtout ici de penser en termes moraux et non en termes commerciaux. Cette position n'est pas du tout partagée par les nouvelles générations noires, aussi bien africaines qu'antillaises et réunionnaises.

Face aux courants nihilistes et activistes, d'autres organisations tentent de faire évoluer la dynamique actuelle au sein de la communauté noire dans un esprit de responsabilité, dans le souci de l'Autre. Elles constituent le courant que nous appellerons ici les politiques. Le débat sur la mémoire noire permet de s'interroger soi-même et d'interroger l'Autre.

Les politiques

Ce qui rapproche les Noirs de France, c'est le combat, la lutte pour exister et vivre dignement dans ce pays. Ils doivent donc se serrer les coudes et aller en ordre serré. Face au racisme et aux discriminations, ils ont le sentiment de s'inscrire dans un destin collectif, au delà des contingences historiques liées à la mémoire de la Traite négrière et de l'esclavage. Ces Noirs aspirent, en vérité, à une France politique et non raciale, en faisant fi de toute démagogie et de toute propa-

gande. Sans se renier. Mais ils veulent créer un rapport de forces, afin de rompre avec l'image du Noir faible, victimiste et refusant de redresser la tête.

Ce courant reconnaît seulement une chose : « le modèle républicain n'a jamais été en adéquation avec la réalité sociale. Chaque fois qu'il y a eu inadéquation, ceux qui s'estiment victimes se sont organisés pour obtenir des changements ¹⁹. Ce courant entend utiliser les lois républicaines pour faire évoluer favorablement la condition noire.

Les partisans de ce courant ont pris acte de la fin de « la République absolue et abstraite ²⁰ », une République qui communautarise elle-même la société française. L'intégrationnisme républicain n'est donc plus de mise. Une République qui piétine, méprise la dignité des citoyens noirs doit être revue et corrigée, déconstruite, du centre à la périphérie. Grâce à ce courant politique, les Noirs de France entendent recouvrer leur dignité et leur citoyenneté. Autour de la table de la fraternité républicaine, on trouve toujours les mêmes castes.

Ces dernières se sont spécialisées dans l'usage du mot communautarisme pour cacher la réalité de l'exclusion et du bannissement social dont sont victimes les Noirs. Au fond, il s'agit plus d'une entreprise d'intimidation que d'un effort sérieux de ces élites dites républicaines pour comprendre la condition noire actuelle. La majorité des Noirs de France ne recherche ni le ghetto, ni la sécession. Tout juste la reconnaissance et le respect auxquels a droit tout être humain. Le cliché sur le Noir vu comme un être qui se plaint sempiternellement, sans engager un réel combat pour venir à bout de l'injustice dont il souffre est en train de s'écrouler. L'intégration, qu'elle soit liée à des politiques de gauche ou de droite ne fut qu'un vaste marché de dupes qu'aucun Noir n'est prêt à suivre de nos jours.

Les Noirs adhèrent massivement à ce courant, car ils estiment que les organisations qui l'incarnent peuvent les aider à réaliser ici et maintenant l'égalité républicaine. Avec elles, une confiance en soi noire est en train de voir le jour. On est loin du cortège de faux prophètes que nous venons de voir ci-dessus. Ici, aucune idéalisation nostalgique de l'Égypte antique et de l'histoire négro-africaine. La force de ce courant, c'est aussi et surtout son caractère laïque et humaniste. Des gens de toutes identités et croyances s'y retrouvent et luttent main dans la main pour un idéal partagé. Ce courant n'a rien de communautariste, ni de raciste. Il ne sera pas facile de le discréditer par des accusations fallacieuses. Avec ce courant, désormais, les Noirs de France comptent. Ils ne peuvent se créer un avenir dans ce pays sans respect d'eux-mêmes.

La France ne peut pas continuer à fonctionner tranquillement comme si l'histoire, la culture et la mémoire ne comptaient pas. Les élites politiques françaises sont arrogantes, sûres de leurs jugements et sont incapables d'autocritique

et d'humilité sur la question noire. De quel droit, elles qui discriminent, peuvent-elles donner des leçons et préconiser aux Noirs les méthodes à utiliser pour se faire respecter et vivre dignement dans ce pays-ci ? Rarement, des engagements sincères et concrets ont été enregistrés de leur côté pour assurer la promotion sociale et politique de la communauté noire. Leurs promesses fallacieuses sur plusieurs décennies ont nourri le ressentiment, la haine, et le nihilisme actuel. Si l'on entend bien les discours de ces élites, on peine à croire que dans leur entendement républicain, le racisme et les discriminations dont souffrent les Noirs, c'est leur faute, leur responsabilité. Et si c'était aussi leurs inventions ! Quand la dialectique se fait diabolectique, c'est à dire la science du diable. Martin Luther King avait coutume de dire à ses frères afro-américains : « Personne ne peut monter sur votre dos à moins que vous soyez courbés ». En clair, la conscience politique des Noirs de France arrive enfin à maturité. Trois Organisations y ont beaucoup contribué : Africagora, le Collectif des Antillais-Guyanais-Réunionnais et le CRAN ²¹.

Africagora a été créée en 1999 par Dogad Dogui, un Français d'origine ivoirienne. Cette association a pour but « la promotion et l'intégration professionnelle, économique et politique des citoyens originaires de l'Afrique et des DOM ». Par exemple, le 16 décembre 2003, à la Place du Châtelet à Paris, elle avait lancé un « Appel au rassemblement citoyen » avec la participation de Christiane Taubira, Stéphane Pocrin, Patrick Lozès, Gaspard Lonzi Koto etc... On pouvait apercevoir, pêle-mêle, les mots d'ordre suivants sur les banderoles : « Non aux discriminations racistes », « Oui à l'égalité pour tous », « Voter c'est compter », « Oui à la France métissée », « Pour une France multiculturelle et diverse ». Le 6 mars 2006 à Paris, au Palais des Congrès, Africagora organisait ses 3^e Assises Nationales de l'Égalité Républicaine, avec comme thème central : quelle représentation pour les minorités en politique ?

Il faut dire que c'est dans le sillage de cette association qu'allait naître le CRAN, dont le Président actuel, Patrick Lozès fut pendant longtemps un compagnon de route du fondateur d'Africagora. Créée en décembre 2005, le CRAN se veut, selon ses statuts, « une fédération chargée de la défense des intérêts matériels et moraux des Noirs de France ». Parmi ses buts, le CRAN entend « contribuer à l'épanouissement économique, social et culturel des Noirs de France », « promouvoir la solidarité au sein de la communauté noire de France », « assurer la promotion des cultures du monde noir ». Elle entend aussi « interpeller les pouvoirs publics... pour œuvrer au respect de la diversité et pour favoriser les valeurs républicaines inscrites dans la Constitution française ».

Peut adhérer au CRAN, « toute association travaillant sur la question des Noirs de France ». Selon son Président, cette Fédération compte actuellement plus de

cent cinquante associations. Elle poursuit l'élargissement de sa base sociale, de manière à devenir une organisation populaire et non élitiste, vraiment représentative de la diversité noire. Le mot humanité plus que celui de race caractérise la vision du monde des fondateurs du CRAN. Être fier d'être noir ne signifie pas ici être contre les Blancs, surtout si ceux-ci respectent l'humanité des Noirs. Bref, le CRAN lutte pour l'instauration de justes relations humaines entre citoyens de ce pays. La République est une famille et la fraternité est son cœur.

Le Collectif des Antillais-Guyanais-Réunionnais a vu le jour dans les tumultes du débat autour de la loi Taubira de 21 mai 2001. Mais l'on peut dire que cette Association est le produit naturel de la grande marche du 24 mai 1998 à Paris pour faire reconnaître officiellement la Traite et l'esclavage des Noirs comme crimes contre l'humanité. Aux côtés de la communauté antillaise, plus de cinquante mille personnes avaient défilé entre République et Nation pour poser les jalons de la reconnaissance d'une mémoire noire, constitutive de la mémoire nationale. Cette association s'est souvent illustrée médiatiquement par des actions d'éclat dont la dénonciation du bicentenaire d'Austerlitz, surtout par les poursuites judiciaires contre l'historien Olivier Pétré-Grenouilleau pour révisionnisme historique²². Elle entend faire respecter intégralement la mémoire de l'esclavage dans l'espace public français. Mais ses responsables, et notamment son Président, Patrick Karam, cherchent par tous les moyens à se démarquer du CRAN, accusée de développer en France, « une thématique de guerre raciale ²³ ». L'Outre-mer, dit-il, est « un melting-pot et non une couleur de peau²⁴ ». En clair, le CRAN serait pour une organisation communautariste, voire raciste qui fait politiquement le jeu de l'extrême-droite française ; une conspiration contre la République.

On finit par retrouver une fois de plus la permanente complexité de l'articulation de l'identité antillaise à l'Afrique noire. Et l'on découvre ici les limites réelles de ce courant politique qui échoue sur l'autel du panafricanisme.

L'alternative panafricaine

Le cosmopolitisme noir est une vertu positive d'avenir pour la République, et pour le monde. Idéologie diasporique, le panafricanisme politique a été théorisé par le plus grand penseur afro-américain de tous les temps, W.E.B. Dubois. Il signifie la volonté des Noirs de la Diaspora de lutter pour le développement et le redressement de l'Afrique, sans lequel aucun Noir, aussi bien intégré soit-il, ne se sentira nulle part en sécurité.

Le panafricanisme est une idéologie de l'auto-émancipation noire ²⁵. Pour se faire, toutes les initiatives des communautés noires diasporiques qui ne prendraient pas en compte les intérêts vitaux de l'Afrique se révéleront fra-

giles, anhistoriques. Les Noirs de France peuvent servir d'intercesseurs entre la République et le continent africain. Ce qui suppose une réhabilitation de l'idéologie panafricaniste. Personne ne leur demande de retourner collectivement en Afrique. Il ne s'agit pas de s'amuser à inventer à confronter des conflits entre mémoire antillaise et mémoire africaine en France. Mais il est juste de souligner que, même si Antillais et Africains ont des luttes communes à mener pour une France plus juste, le monde antillais peine à se sentir affectivement proche du destin de l'Afrique. Aimé Césaire ne dit-il pas lui-même qu'« il y a à l'égard de l'Afrique un ressentiment antillais qu'il faut psychanalyser. Sans doute, c'est la mère, mais c'est la mère dénaturée, c'est la mère ingrate, c'est celle qui nous a laissés partir, c'est celle qui nous a abandonnés ²⁶ ». Le débat sur le lien entre négritude et créolité n'est pas étranger à la question de la place de l'Afrique au sein de l'identité antillaise : « La créolité, dit Césaire, ce n'est qu'un département de la négritude ²⁷. » L'identité antillaise s'inscrit plus à l'heure actuelle dans la solidarité caribéenne que dans une solidarité ouvertement revendiquée et assumée avec l'Afrique.

Qu'on le veuille ou non, la lutte idéologique et politique est engagée dans la Diaspora noire, entre le panafricanisme et l'intégration, entre le panafricanisme et l'afro-pessimisme. Aux États-Unis, le cercle de recherche identitaire (Black, Negro, Colored) des Afros-Américains s'est refermé par un retour à la centralité de l'Afrique, vecteur capital de l'existence diasporique noire. Le panafricanisme n'est pas un essentialisme, ni un universalisme abstrait. Il épouse la condition objective et la condition subjective du Noir. La seule perspective intégrationniste ne fera que rendre davantage inconfortable la condition noire en France.

Le panafricanisme reste la seule idéologie noire qui a accepté et assumé la confrontation avec le réel historique. La communauté noire de France connaît actuellement, de manière paradoxale, chez certaines élites intellectuelles, l'étrange phénomène d'une haine de soi nègre. Comme si elles avaient noué avec la sphère médiatique un « pacte » pour accabler les partisans du projet panafricain, c'est-à-dire de l'unité et de la solidarité entre les Noirs d'Afrique et ceux de la diaspora.

Vers une tradition d'autocritique au sein de la communauté noire

Je suis noir et je n'aime pas le manioc ²⁸ tel est le titre du livre qui a eu le plus de succès il y a deux ans en France. Son auteur, devenu aujourd'hui la star médiatique, était inconnu auparavant et n'avait produit aucun écrit sur la question noire. De même, son éditeur était inconnu. Pourtant, le livre de ce franco-camerounais s'est vendu à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. On pourrait parler de la première *success story* littéraire noire, sinon d'une fable noire d'une force

édifiante. Comment expliquer un tel succès ? Comment interpréter la tempête médiatique que ce livre a suscité ?

Reconnaissons à l'auteur le mérite d'initier en France, au sein de la communauté noire, une véritable culture de débat et une tradition d'autocritique. Il a su mettre en évidence les illusions identitaires, les erreurs stratégiques des générations perdues de l'antiracisme. Toute conception, toute pensée du devenir noir en France par la voie unique du triomphalisme identitaire est une illusion. Mais l'auteur fait la part belle à une idéologie républicaine de la performance qui vise chez lui à l'auto-flagellation.

À l'entendre, la culture et le mode de vie des Noirs de France seraient, en partie responsables de tous les maux.

Les Noirs seraient eux-mêmes incapables de révolution mentale en vue de s'intégrer à la société française, à la douce France. Être citoyen français à part entière, devenir citoyen français signifient que si le Noir veut s'intégrer et réussir sa vie, il le peut et s'il ne le fait pas, c'est qu'il n'en a nullement envie. A-t-il peur qu'on lui reproche de trahir sa citoyenneté française, lui, le « fou » de la République ? Son erreur consiste à vouloir trop inscrire le destin des Noirs de France dans une approche strictement universaliste au détriment d'une approche médiane qui tiendrait compte de leur spécificité, de leur identité propre. Ce républicanisme délirant peut conduire à des perversions idéologiques inacceptables telles que celle de la table rase. Faire du passé table rase est une formule de barbarie, non de civilisation.

Pour un individu, comme pour un peuple, ce qui compte, c'est la fidélité. Son propos flatte les bons sentiments de la bonne conscience française. Non, les Noirs ne sont pas collectivement responsables de leur situation. Qui prend toutes les décisions importantes dans ce pays ? Bien sûr, il faut dire la vérité à la communauté noire. Mais sans chercher à faire plaisir aux foules. Les Noirs sont d'abord victimes dans ce pays d'une injustice raciale, avant toute injustice sociale. Ils sont rejetés socialement à cause de la couleur de leur peau. La République n'a jamais brillé à leur égard par une cohérence dans l'application de ses propres principes. Et quand les Noirs dénoncent l'injustice dont ils souffrent, ils font du communautarisme. Oui, le sort des Noirs est entre leurs mains. La politique du « profil bas » a montré ses limites.

Les élites intellectuelles noires ignorent souvent ce qui se passe véritablement dans leur communauté, ignorent l'état d'esprit des Noirs de France. Par exemple, le sort de l'Afrique passionne et bouleverse la jeunesse noire de France. Son identification à ce continent est intense. Ce pays n'est pas plus raciste que les autres pays européens. Mais il a vraiment du mal à s'ouvrir à une véritable expérience intérieure noire. La peur du Noir hante toujours la conscience et

la mémoire collectives de ce pays. Nombreux sont les Noirs qui n'entendent jamais perdre foi et espoir en ce pays à cause du racisme. Mais si la France veut résoudre ce qu'elle appelle désormais la question noire, elle le peut. Sans imposition de quotas. Un leadership noir dynamique, critique et responsable est en train d'émerger et de s'affirmer dans la République.

Quand la cause noire deviendra t-elle enfin une cause nationale ?

notes

1. Shmuel Trigano, *L'Avenir des Juifs de France*, Grasset, 2006, p. 30.
2. Alexandre KOYRE, *Réflexions sur le mensonge*, Ed. Allia, Paris, 1996, p. 14.
3. Eliia M'BOKOLO, Entretien, in *Journal de l'Afrique en Expansion*, mars 2006, N° 369.
4. Doubi Fakoly, *Afrique. La Renaissance*, Siflex/Nouvelles du sud, 2000, p. 11.
5. Cheikh Anta Diop, *Antériorité des Civilisations nègres : Mythe ou vérité historique?* Paris Présence africaine ; *Nations nègres et culture*, Paris, Présence Africaine 1992, 2 volumes ; *Civilisation ou Barbarie*, Paris, Présence Africaine, 1981.
6. Doubi Fakoly, *op. cit.*, p. 13.
7. Idem, p. 15.
8. Ibidem, p. 19.
9. Ibidem : « si Dieu créé le monde et l'être humain, de la façon dont le raconte la Bible, il a forcément commence par le continent africain et par l'homme noir », p. 20.
10. Idem, *op. cit.*, p. 20.
11. Ibidem.
12. Ibidem, p. 30. Voir aussi Pierre Nillon, *Moïse l'Africain*, Menaibuc.

13. Cheikh Anta Diop, *Nation nègre et culture*, Présence Africaine, 1959, 1ère édition.
14. *Le Figaro*, 24 février 1997.
15. A. Koyré, *op. cit.*, p. 46.
16. Collectif des Fils et Filles d'Africains Déportés.
17. voir Actes du Séminaire du 23 mars 2002, *Réparations et crimes contre l'humanité : le droit dans tous ses états, université de Genève*.
18. Christiane Taubira, Débat sur le site internet du quotidien Le Monde, 9 mai 2005.
19. Elikia M'Bkolo, *op. cit.*
20. Shmuel Trigano, *L'avenir des Juifs de France*, *op. cit.*, p. 238.
21. Conseil Représentatif des Associations Noires.
22. Voir Olivier Pétré-Grenouilleau, *Les Traités négrières*, Gallimard, 2004.
23. Patrick Karam, *Le Monde*, 26 novembre 2005.
24. *Idem*.
25. Voir notre étude, « Le Sionisme, le panafricanisme et le mouvement de l'histoire », in *Portulan, 1998*.
26. Aimé Césaire, *Le Monde*, 12 avril 1994.
27. *Idem*. La créolité traduit une prise de distance par rapport à l'Afrique, Ce que Césaire appelle « un vieux défaut antillais ».
28. Gaston Kelman, Editions Max Milo.